NUMERO DE REGISTRE: 378

NOTIFICATION DE CONTRÔLE PREALABLE

Date de soumission : 19/06/2008

Numéro de dossier : 2008-391

Institution : Court of Auditors

Base légale : article 27-5 du Règlement CE 45/2001(1)

(1) OJ L 8, 12.01.2001

INFORMATIONS NECESSAIRES (2)

(2) Merci de joindre tout document utile

1/ Nom et adresse du responsable du traitement

Rose-Marie WEGNEZ, Chef de la Division des Ressources humaines - Cour des comptes K8 109

2/ Services de l'institution ou de l'organe chargés du traitement de données à caractère personnel

Cour des comptes européenne - Division des Ressources humaines - Cellule Concours

3/ Intitulé du traitement

Demandes de stage rémunéré ou non-rémunéré

4/ La ou les finalités du traitement

Le traitement analysé a une finalité spécifique, à savoir la constitution d'une base de données servant à répertorier les demandes de stage en fonction du domaine choisi par le postulant, dans le but d'assister les services de la Cour des comptes dans le recrutement des stagiaires.

5/ Description de la catégorie ou des catégories de personnes concernées

Étudiants pour la plupart ou personnes souhaitant acquérir une formation pratique dans un domaine bien précis. Six domaines sont proposés : audit, budget/comptabilité, administration/personnel, traduction, documentation/bibliothèque, service juridique.

6/ Description des données ou des catégories de données (en incluant, si nécessaire, les catégories particulières de données (article 10) et/ou l'origine des données)

Données personnelles permettant d'identifier le candidat (nom, prénom, adresse, e-mail, sexe, date et lieu de naissance). Informations fournies par le candidat pour permettre d'apprécier s'il répond aux conditions d'admission fixées et publiées dans notre site Internet (nationalité, niveau d'études, connaissances informatiques et linguistiques).

7/ Informations destinées aux personnes concernées

Dans le formulaire de demande de stage à remplir par le candidat, est publié la notice suivante : «Le suivi de votre demande de stage nécessite l'enregistrement de données à caractère personnel vous concernant (nom, adresse, etc.) dans un fichier. Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations ou exercer vos droits (par exemple droit d'accès aux données ou de rectification de ces dernières), veuillez prendre contact avec le secrétariat du Service du personnel (ou, le cas échéant, avec toute autre entité agissant en qualité de responsable du traitement)».

8/ Procédures garantissant les droits des personnes concernées(*droits d'accès, de faire rectifier, de faire vérouiller, de faire effacer, d'opposition*)

Le candidat a la possibilité d'accéder à ses données et de les faire modifier, sur demande écrite adressée au Service du personnel (cf. point 7).

9/ Procédures de traitement automatisées / manuelles

Les demandes de stage arrivent à la Cour des comptes par deux voies :

Dossier papier : envoyé par courrier, ce dossier comporte le formulaire de demande de stage rempli par le candidat et accompagné, parfois, d'une lettre de motivation, ainsi que du CV.

Dossier informatique : envoyé à l'adresse recrutement@eca.europa.eu, ce dossier comporte le formulaire de demande de stage rempli par le candidat et accompagné, parfois, d'une lettre de motivation ainsi que du CV.

Procédures de traitement manuel :

Le traitement pour les deux types de dossiers de demande est le même : impression des demandes et photocopie pour diffusion aux services de la Cour, classement par mois et n° d'enregistrement.

Procédures de traitement automatisé :

Introduction des informations (nom, prénom, adresse, e-mail, domaine choisi pour le stage, citoyenneté, date d'enregistrement de la demande) concernant le demandeur dans une base de données Excel.

10/ Support de stockage des données

Les données apparaissent sur divers supports :

- un dossier «papier» (cf. point 9) stocké dans une armoire sous clé dans les locaux de la Cellule Concours.
- un support informatique : tableau Excel reprenant les données (nom, prénom, adresse, e-mail, domaine choisi pour le stage, citoyenneté, date d'enregistrement de la demande) des candidats.

11/ Base légale et licéité du traitement

Dispositions régissant l'emploi des stagiaires en formation au sein de la Cour des comptes européenne (voir annexe).

Dispositions régissant l'emploi à la Cour des stagiaires en formation en provenance des institutions de contrôle nationales des pays en voie d'adhésion à l'Union européenne (voir annexe).

Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission effectuée dans l'intérêt public sur la base des traités instituant les Communautés européennes (recrutement de personnel) : art. 5a du règlement 45/2001.

12/ Destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données sont susceptibles d'être communiquées

- L'AIPN
- Les Membres de la Cour
- Services de la Cour dans le cadre de la recherche de stagiaires.

13/ Politique de conservation des données personnelles (ou catégories de données)

Les dossiers papier ainsi que les fichiers électroniques sont conservés pendant une période de 3 ans à compter de la date de réception de la demande de stage.

13 a/ Dates limites pour le verouillage et l'effacement des différentes catégories de données (après requête légitime de la personne concernée)

(Merci d'indiquer les dates limites pour chaque catégorie, si nécessaire)

Cf. point 8

14/ Finalités historiques, statistiques ou scientifiques

Si vous conservez les données pour des périodes plus longues que celles mentionnées ci-dessus, merci d'indiquer, si nécessaire, ce pourquoi les données doivent être conservées sous une forme permettant l'identification.

Non applicable

15/ Transferts de données envisagés à destination de pays tiers ou d'organisations internationales

Non applicable

16/ Le traitement présente des risques particuliers qui justifient un contrôle préalable : *(Merci de décrire le traitement)* :

comme prévu à:

Article 27.2.(a)

Les traitements de données relatives à la santé et les traitements de données relatives à des suspicions, infractions, condamnations pénales ou mesures de sûreté,

Article 27.2.(b)

Les traitements destinés à évaluer des aspects de la personnalité des personnes concernées, tels que leur compétence, leur rendement ou leur comportement,

Article 27.2.(c)

Les traitements permettant des interconnexions non prévues en vertu de la législation nationale ou communautaire entre des données traitées pour des finalités différentes,

Article 27.2.(d)

Les traitements visant à exclure des personnes du bénéfice d'un droit, d'une prestation ou d'un contrat,

Autre (concept général de l'article 27.1)

17/ Commentaires

LIEU ET DATE: Luxembourg, le 18 juin 2008

DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES: M. Jan KILB

INSTITUTION OU ORGANE COMMUNAUTAIRE: Cour des comptes européenne